Droits du Proche-Orient ancien

Droits du Proche-Orient ancien

Conférences de l'année 2012-2013

Sophie Démare-Lafont

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/ashp/1561>

DOI: 10.4000/ashp.1561

ISSN: 1969-6310

Publisher

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Printed version

Date of publication: 1 September 2014

Number of pages: 5-7

ISSN: 0766-0677

Electronic reference

Sophie Démare-Lafont, "Droits du Proche-Orient ancien", *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [Online], 145 | 2014, Online since 28 November 2014, connection on 06 July 2021. URL: <http://journals.openedition.org/ashp/1561> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/ashp.1561>

DROITS DU PROCHE-ORIENT ANCIEN

Directeur d'études : M^{me} Sophie DÉMARE-LAFONT

Programme de l'année 2012-2013 : *Diplomatique des textes juridiques mésopotamiens*.

La conférence de cette année a été divisée en deux parties, correspondant aux deux thèmes qui ont été étudiés. La première partie a été organisée autour de la parution de deux ouvrages sur le prêt médio-assyrien : l'un de Claudio Saporetti, *Prestiti privati. Dei mezzi ufficiali di scambio nel periodo medio-assiro*, Rome, 2012 ; l'autre de Hervé Reculeau et Barbara Feller, *Mittelassyrische Urkunden aus dem Archiv Assur 14446*, KAM 10, WVDOG 130, Wiesbaden.

Le thème du prêt avait déjà été étudié lors des conférences de 2005-2006, mais il a paru intéressant de mettre à jour cette analyse grâce aux nouveaux textes récemment publiés, et d'aborder également la question sous un angle géographique, en comparant les tablettes d'Aššur d'une part avec celles de Šibanibe (Tell Billa), Qaṭṭara (Tell Rimah) ou encore Dunnu-ša-uzibi (Giricano), qui sont toutes médio-assyriennes, et d'autre part avec celles de divers sites paléo-babyloniens (Kisurra, Larsa, Ur, Mari, Dūr-Abiešuh).

Plusieurs aspects ont retenu notre attention. On s'est d'abord interrogés sur la nature du prêt, contrat réel ou contrat littéral selon les époques et les régions. On s'est aussi intéressés à l'identité des créanciers et aux différentes pratiques concernant l'échéance, les modalités de remboursement, le taux d'intérêt et enfin le gage.

La comparaison entre les formulaires médio-assyriens et ceux de l'époque paléo-babylonienne montre que seule la clause opératoire est semblable ; les autres dispositions sont assez différentes, qu'il s'agisse de l'échéance, de la spécification des intérêts ou des garanties. D'un point de vue diplomatique, la « mise en page » des textes médio-assyriens ne correspond pas non plus à celle des sources paléo-babyloniennes : dans le premier cas, la mention du sceau du débiteur ouvre le document, suivie par l'empreinte de son sceau puis par le reste des stipulations décidées par les parties ; dans le second cas, les sceaux sont déroulés sur l'enveloppe et ne sont pas évoqués dans le corps du contrat.

À l'intérieur du monde assyrien, on constate aussi des variantes dans le formulaire utilisé. Celui d'Aššur est remarquablement stable, y compris dans la présentation formelle, ce qui pourrait indiquer que les parties, sans doute des marchands, ont rédigé elles-mêmes leurs contrats. La même régularité se retrouve dans les textes administratifs, qui reproduisent le même modèle *ne varietur*. Dans les deux cas, on retrouve l'emploi du mot-clé šu - - ti, « recevoir », qui n'est donc pas réservé aux seuls textes de prêt mais convoie plus largement l'idée de délivrer une chose à quelqu'un qui n'a pas vocation à en devenir le propriétaire.

Dans les provinces, les contrats sont rédigés selon la même trame, mais le vocabulaire et la présentation sont un peu plus flottants : la référence au sceau du débiteur n'est pas toujours portée au début de la tablette ; le verbe de la clause opératoire est

parfois noté en akkadien, et il peut varier (*leqû*, *mahāru*). Vers la fin de la période, sur les franges du royaume, les tablettes de Giricano témoignent d'une sorte de transition vers l'époque néo-assyrienne. Tout en conservant des traits typiquement médio-assyriens (par exemple la clause sur la destruction de la tablette après paiement à l'échéance), les contrats insistent désormais sur l'obligation du débiteur envers le créancier (O *ša C ina muhhi* D, « O[bjet] appartenant à C[réancier] est à la charge de D[ébiteur] »), et la notion de prêt est désignée par le mot *pūhu* « échange » ; on voit également apparaître des clauses pénales qui n'existaient pas en contexte médio-assyrien ; enfin, les pratiques habituelles de scellement sont remplacées par des empreintes d'ongle sur la tablette, mais la référence au sceau est maintenue à la première ligne du document, sous la forme *kīma na₄-kišib-šu šuparšu* « À la place de son sceau, son ongle ».

L'approche régionale permet, à l'intérieur d'une zone de culture juridique, de mesurer les phénomènes d'influence du centre vers la périphérie, et de cerner les mouvements d'évolution des formulaires, qui sont très progressifs et s'effectuent par mélanges plutôt que par réforme.

La seconde partie des conférences a porté sur le dossier des textes de Karkémish retrouvés à Emar. Ce corpus d'une quinzaine de textes soulève de nombreuses questions quant aux relations entre le royaume syrien et le puissant empire hittite, dont Karkémish était en quelque sorte la tête de pont. On s'est interrogés sur les raisons pour lesquelles des citoyens d'Emar ont ressenti le besoin de se déplacer à Karkémish pour faire rédiger certaines de leurs tablettes, qu'ils ont ensuite rapportées et conservées dans leurs archives. L'hypothèse inverse d'un déplacement des autorités politiques de Karkémish sur place à Emar, à l'occasion d'une visite royale par exemple, est théoriquement plausible mais n'a laissé aucune trace explicite dans la documentation locale. On pourrait également envisager que les officiers administratifs hittites en poste à Emar aient disposé d'une ou plusieurs matrices de l'un des sceaux royaux, réservé à cet usage « provincial », comme on en voit des exemples à Mari (cf. D. Charpin, « Les légendes de sceau de Mari : nouvelles données », dans G. Young [éd.], *Mari in Retrospect*, Winona Lake, 1992, p. 59-76, spécial. p. 71). Mais alors, on devrait trouver toujours la même empreinte sur les tablettes, ce qui n'est pas le cas. La première supposition – un voyage des ressortissants d'Emar à Karkémish – paraît donc plus probable.

L'explication classique consiste à voir là un signe tangible de l'influence directe du pouvoir hittite dans la vie juridique émarite. Cependant, on s'attendrait à trouver un nombre de textes bien plus élevé (il est vrai que l'ensemble du site n'a pu être fouillé avant son inondation), et surtout à y rencontrer des particularités juridiques manifestant concrètement l'intervention hittite dans les affaires privées des familles concernées. Or, les sources ne donnent pas d'indication sur un éventuel droit de Karkémish que les gens d'Emar auraient voulu se voir appliquer. Du point de vue de leur forme, ces documents ne ressemblent pas aux textes de format libre (*Free Format*) produits à Emar, ce qui confirme l'idée qu'il n'y a pas de « style » apporté par les Hittites, alors qu'il existe bien un « style » proprement local (voir à ce sujet S. Démare-Lafont et D. Fleming, « Tablet Terminology at Emar: “Conventional” and “Free Format” », *AuOr*, 27 [2009], p. 19-26). La disparité des documents de Karkémish, tant sur la forme que sur le fond, reflète la variété des scribes qui les ont rédigés, qui n'appartenaient pas à un

« bureau » spécifique affecté à l'établissement de ces textes. Par ailleurs, rien dans les sources n'indique que les Emariotes qui ont fait cette démarche aient été convoqués par l'administration hittite ; ils semblent plutôt avoir agi de leur propre mouvement, à titre personnel.

Des causes circonstancielles et contingentes ont pu motiver leur venue à Karkémish. Le statut des protagonistes ou leurs liens personnels avec le pouvoir hittite peuvent fournir des pistes de réflexion. Mais on peut songer aussi à des raisons patrimoniales car la plupart des sources concernent la transmission d'un ou plusieurs biens. Il pourrait s'agir de biens de fonction, confiés par les Hittites à certains notables d'Emar exerçant des responsabilités pour le compte de l'empire, et qui viendraient chercher à Karkémish l'assentiment des autorités pour le transfert de ces meubles ou immeubles, souvent de grande valeur. Ce dossier sera repris sous forme d'une publication prochaine.